



DELIBERATION 2013-011

Mise à jour de la convention type voirie



Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2224-2, L.2123-7 et 2123-8,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, autorisant la création du syndicat mixte Autolib',

Vu la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion, et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques signée le 25 février 2011 et notifiée le 1^{er} mars 2011,

Vu les statuts du Syndicat mixte Autolib',

Vu le projet de convention type joint en annexe,

Le comité syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article premier : d'approuver le projet de convention type joint en annexe portant superposition d'affectations sur partie du domaine public de voirie.

Article deuxième : d'autoriser le Président à mettre au point la convention avec chaque collectivité adhérant au Syndicat, ainsi qu'avec les communes membres de groupements de communes adhérant au Syndicat et les groupements de communes dont sont membres certaines communes du Syndicat et qui détiennent des droits de gestion du domaine viaire.

La mise au point portera notamment sur l'intégration du nombre de stations concernées, sur le choix de l'option de financement et sur l'adaptation des relations juridiques entre les différents gestionnaires du domaine public dans le cas de l'existence d'un groupement de communes.

Article troisième : d'autoriser le Président à signer les conventions ainsi mises au point avec chaque collectivité adhérant au Syndicat, ainsi qu'avec les communes membres de groupements de communes adhérant au Syndicat et les groupements de communes dont sont membres certaines communes du Syndicat et qui détiennent des droits de gestion du domaine viaire.

Le Président du Comité Syndical
Julien Bargeton

DELIBERATION 2013-011

Mise à jour de la convention type voirie

EXPOSE DES MOTIFS

Le Comité syndical du 26 mai 2011 a approuvé une convention type relative au déploiement des stations sur voirie, mise à jour une première fois lors du Comité syndical du 27 novembre 2012 afin d'en actualiser certaines clauses suite à l'expérience acquise lors des deux premières phases de déploiement.

D'autres clauses méritant d'être actualisées ou revues, il est donc proposé les modifications suivantes :

a/ Dans un souci de conformité de la convention type avec le contrat de délégation de service public, il convient d'en modifier l'article 3.2 relatif à l'indemnité pour superposition d'affectation versée aux collectivités adhérentes.

En effet :

- La convention type actuellement en vigueur précise que l'indemnité est due à la collectivité adhérente à compter de la remise de la parcelle au syndicat, c'est-à-dire lors de la réunion sur site préalable aux travaux ;
- Le contrat de délégation de service public prévoit en revanche que la Société Autolib' ne verse au syndicat cette indemnité qu'à compter de la mise à disposition de la parcelle pour travaux, c'est-à-dire à compter de la date de début de l'arrêté de travaux.

Cette contradiction entraîne pour le syndicat un déficit structurel correspondant à environ trois semaines d'indemnités pour chaque station (délai moyen habituellement constaté pour obtenir l'arrêté de travaux consécutivement à la réunion préalable), ce qui ne saurait être soutenable sur la durée compte tenu des ressources financières du syndicat.

b/ L'article 4.6 concernant la communication de chantier est simplifié dans sa rédaction. Une clause relative aux demandes particulières des collectivités adhérentes en matière de communication de chantier est ajoutée.

c/ Les articles 4.7 et 4.8 concernant le contrôle respectivement du bon déroulement et du bon achèvement des travaux sont fusionnés pour plus de clarté.

d/ Un article 5.8 relatif aux modalités de neutralisation temporaire des stations est ajouté. Il détaille la procédure de neutralisation à adresser au syndicat, et introduit une indemnité versée au syndicat par la collectivité adhérente, calculée au prorata temporis de la durée de neutralisation de la station par rapport à l'indemnité annuelle de superposition d'affectation.

e/ L'article 7 relatif à la désignation d'un responsable Autolib' par commune est reformulé et le doublon de l'article 5.7 sur ce sujet est supprimé.

Il a donc été prévu de présenter une convention type mise à jour, et d'autoriser le Président à mettre au point ultérieurement la convention en fonction de chaque situation rencontrée (mode de financement, prise en compte des EPCI, etc.).

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Comité Syndical
Julien Bargeton